

Mag'Centre, 23 juin 2020

Le temps retrouvé : la petite patrie reconnaissante au grand homme d'État. Jean Zay l'Orléanais #3

mardi, 23 juin 2020



Du temps des dénis de justice à l'emblème du combat laïque

À l'instar de celle de Dreyfus, la reconnaissance de Jean Zay a été très étalée, même si l'hommage de la nation débute dès 1945 à l'Assemblée consultative provisoire puis avec l'arrêt de réhabilitation de la cour d'appel de Riom le 5 juillet 1945. Mais le déni de justice se prolonge avec le refus d'entendre, et même de lire, le « J'accuse » de Madeleine Zay au procès Pétain.



Jean Zay DR

Ce sont les Amis de Jean Zay qui portent sa mémoire avec l'association présidée par Marcel Abraham en novembre 1946, avant l'hommage solennel de la nation à la Sorbonne et le dévoilement de la plaque orléanaise à l'école de la rue des Charretiers à l'été 1947.

1948 est très riche sur le plan mémoriel, du procès de Gringoire à l'arrestation de l'assassin, de l'identification du corps de Jean Zay à ses obsèques à Orléans le 15 mai 1948, au lendemain de l'hommage national de l'Assemblée et de la remise de la Légion d'honneur. Mais le procès de l'assassin de 1933 fait retomber l'élan commémoratif et réduit le souvenir de Jean Zay à la figure du grand ministre, emblème du camp laïque et de la défense de l'école publique.

Les travaux universitaires historiques prennent le relais de 1965 à 1994 d'une mémoire d'État défaillante, jusqu'à la consécration contemporaine qui concilie l'hommage local et universitaire et la reconnaissance par la puissance publique et ses élites.